

Activité économique

Au premier trimestre 2025, l'activité a faiblement progressé (+0,1 % après -0,1 % ; ► **figure 1**), soit un rythme un peu inférieur à la tendance observée depuis le début d'année 2024 (abstraction faite de la tenue des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris, qui a imprimé son profil sur la croissance trimestrielle de l'activité au second semestre 2024). La demande intérieure a reculé (contribution à la croissance de -0,1 point après +0,2 point), pénalisée par un repli de la consommation des ménages (-0,2 % après +0,1 %), tandis que l'investissement est resté stable (+0,0 %, comme au trimestre précédent) et que la consommation des administrations a ralenti (+0,2 % après +0,4 % ; ► **figure 2**). Le commerce extérieur a pesé sur la croissance à hauteur de -0,8 point, du fait du fort repli des exportations (-1,8 % après +0,7 %), à la suite de l'effondrement des livraisons aéronautiques et malgré la vente d'un paquebot en mars. En miroir, les variations de stocks ont nettement soutenu la croissance (+1,0 point).

Du côté de l'offre, l'activité s'est redressée dans l'industrie manufacturière (+0,6 % après -0,6 %), notamment dans l'industrie agro-alimentaire, pharmaceutique et la production de matériels de transports, tandis qu'elle s'est repliée dans les biens d'équipement et a continué de baisser dans les industries écono-intensives. L'activité a de nouveau reculé dans la construction. En parallèle, elle a progressé modérément dans l'ensemble des services marchands (+0,2 % après -0,1 %), principalement dans les services aux entreprises et l'information-communication, alors qu'elle s'est contractée dans l'hébergement-restauration et les transports.

Selon les enquêtes de conjoncture, la situation au printemps 2025 reste morose mais sans décrocher. L'indicateur synthétique de climat des affaires, mesuré à 96 en mai, se maintient à un niveau inférieur à sa moyenne de longue période depuis plus d'un an, tout comme le climat de l'emploi, mesuré à 95 (► **figure 3**). La confiance des ménages s'assombrit : après s'être légèrement redressée en début d'année, elle s'est à nouveau dégradée en mai, et reste très en deçà de sa moyenne de longue période, à 88.

Dans ce contexte peu porteur, l'activité augmenterait légèrement au deuxième trimestre 2025 (+0,2 % après +0,1 % en début d'année ; ► **figure 4**). L'activité dans les services marchands accélérerait un peu (+0,3 % après +0,2 %), portée par un rebond dans les transports et l'hébergement-restauration. La croissance de l'activité serait de nouveau soutenue par le dynamisme de la branche agricole, dont le rebond se poursuit après les mauvaises récoltes de 2024 (+3,1 % au deuxième trimestre après +2,8 % au premier). En revanche, après le rebond de début d'année, l'activité baisserait à nouveau dans l'industrie manufacturière (-0,1 % après +0,6 %), comme en témoignent les anticipations des industriels, relativement

► 1. Biens et services : équilibre ressources-emplois aux prix de l'année précédente chaînés, en évolutions trimestrielles et annuelles

(variations trimestrielles et annuelles en %, données CVS-CJO)

	2024				2025				2023	2024	2025
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Produit intérieur brut	0,1	0,2	0,4	-0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	1,6	1,1	0,6
Importations	-0,6	0,6	0,4	0,6	0,5	0,9	0,1	0,4	0,1	-1,3	2,1
Total des ressources	0,0	0,3	0,3	0,1	0,2	0,3	0,2	0,2	1,6	0,6	0,9
Dépenses de consommation des ménages	0,2	0,0	0,8	0,1	-0,2	0,2	0,4	0,3	0,7	1,0	0,7
Dépenses de consommation des administrations*	0,3	0,3	0,3	0,4	0,2	0,3	0,3	0,3	1,5	1,4	1,2
<i>dont dépenses individualisables des APU</i>	0,2	0,4	0,3	0,3	0,0	0,4	0,3	0,4	1,0	1,3	1,0
<i>dont dépenses collectives des APU</i>	0,6	0,3	0,1	0,6	0,5	0,2	0,2	0,2	2,3	1,6	1,4
Formation brute de capital fixe (FBCF)	-0,6	0,1	-0,7	0,0	0,0	0,0	-0,3	-0,2	0,7	-1,3	-0,5
<i>dont Entreprises non financières (ENF)</i>	-1,0	-0,3	-1,1	-0,1	0,2	-0,2	-0,1	-0,1	2,8	-2,4	-0,8
<i>Ménages</i>	-2,3	-0,8	-0,6	0,8	0,1	0,0	-1,1	-0,4	-7,7	-5,6	-0,6
<i>Administrations publiques</i>	1,7	1,8	0,0	-0,6	-0,7	0,4	0,0	-0,5	5,7	4,7	-0,6
Exportations	0,2	1,7	-1,0	0,7	-1,8	1,1	0,9	0,9	2,8	2,4	0,2
Contributions (en point)											
<i>Demande intérieure hors stocks**</i>	0,1	0,1	0,3	0,2	-0,1	0,2	0,2	0,2	1,0	0,6	0,5
<i>Variations de stocks**</i>	-0,2	-0,3	0,5	-0,3	1,0	-0,1	-0,3	-0,1	-0,3	-0,8	0,8
<i>Commerce extérieur</i>	0,2	0,4	-0,5	0,0	-0,8	0,1	0,3	0,2	1,0	1,3	-0,7

■ Prévisions.

* Dépenses de consommation des administrations publiques (APU) et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

** Les variations de stocks comprennent les acquisitions nettes d'objets de valeur.

Lecture : au premier trimestre 2025, les importations ont augmenté de 0,5 %.

Source : Insee.

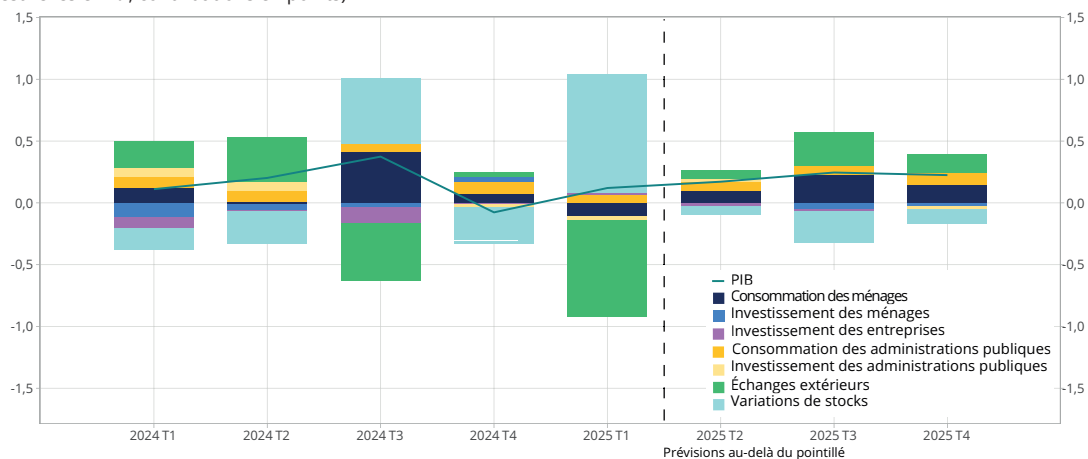
Conjoncture française

dégradées, en particulier dans la branche des « autres industries manufacturières ». En outre, l'activité industrielle serait entravée par des pannes dans l'automobile, des arrêts pour maintenance dans la métallurgie et la pétrochimie, et, ponctuellement au mois de mai, par le positionnement des jours fériés.

Parmi les principaux postes de la demande, la consommation des ménages retrouverait un peu d'élan au deuxième trimestre (+0,2 % après -0,2 %). La consommation de services conserverait le même rythme qu'à l'hiver (+0,3 %) et les achats de biens cesseraient de reculer (+0,0 % après -0,5 %) : en particulier, la consommation alimentaire rebondirait après son repli de l'hiver, tandis qu'à l'inverse les dépenses en énergie du logement diminueraient en raison des températures particulièrement clémentes en avril. L'investissement des ménages en construction se replierait moins fortement que les trimestres passés (-0,3 % après -0,8 %) : les soldes d'opinion des entreprises dans le logement neuf se redressent depuis le mois d'avril, tandis que les permis de construire et les mises en chantier de logements commencent à se redresser, après plusieurs années de baisse. Du côté des entreprises, l'investissement reculerait légèrement (-0,2 % après +0,2 %) : celui en produits manufacturés diminuerait encore, celui en services progresserait faiblement, très en deçà de sa tendance, et celui en construction continuerait de baisser, quoique plus modérément qu'au premier trimestre. Enfin, la contribution du commerce extérieur à l'activité serait légèrement positive au deuxième trimestre (+0,1 point) : les exportations rebondiraient (+1,1 % après -1,8 %), en particulier dans l'aéronautique, tandis que les importations accéléreraient plus faiblement (+0,9 % après +0,5 %).

► 2. Variations trimestrielles du PIB et contributions des principaux postes de la demande

(variations trimestrielles en % ; contributions en points)

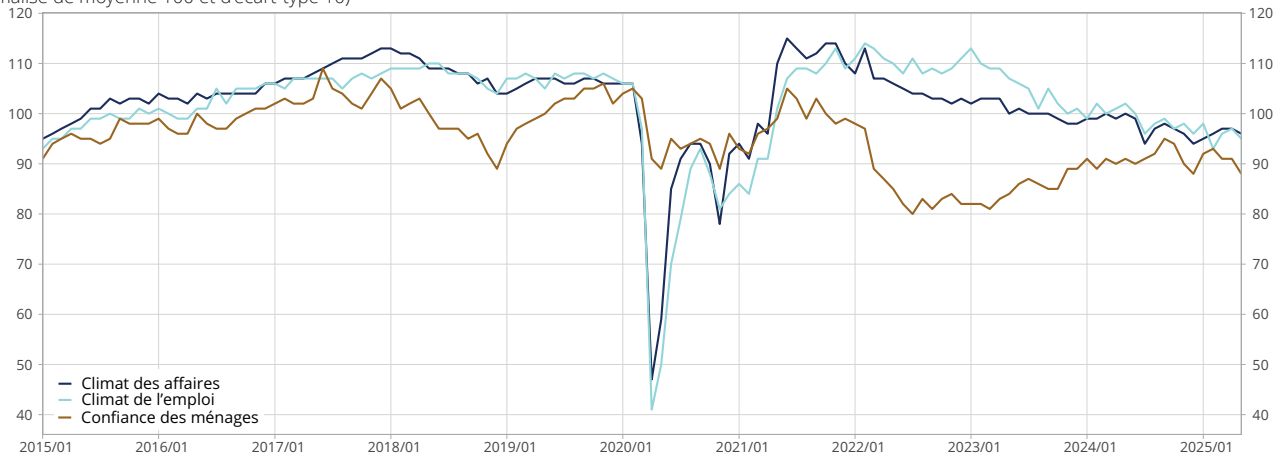


Lecture : au deuxième trimestre 2025, le PIB augmenterait de 0,2 % par rapport au premier trimestre ; la contribution de la consommation des ménages à cette évolution serait d'environ +0,1 point.

Source : Insee.

► 3. Climat des affaires, climat de l'emploi et confiance des ménages en France

(normalisé de moyenne 100 et d'écart-type 10)



Dernier point : mai 2025.

Lecture : en mai 2025, le climat des affaires en France s'élève à 96, au-dessous de sa moyenne de longue période (100).

Source : enquêtes de conjoncture auprès des entreprises et des ménages, Insee.

Au second semestre 2025, l'activité conserverait le rythme ralenti du printemps (+0,2 % par trimestre). En particulier, la valeur ajoutée manufacturière resterait stable d'ici la fin d'année, dans un contexte où les perspectives personnelles de production et le niveau des carnets de commandes globaux dans les enquêtes de conjoncture sont peu engageants. Du côté de la demande, la consommation des ménages accélérerait ponctuellement à l'été (+0,4 % après +0,2 %), avec le retour aux normales de saison des dépenses en énergie du logement, avant de ralentir un peu en fin d'année (+0,3 %). Sur l'année, la consommation progresserait de 0,7 %, pas plus que le pouvoir d'achat, si bien que le taux d'épargne resterait stable, à un haut niveau (18,2 %). En termes trimestriels, le taux d'épargne conserverait un niveau très élevé au deuxième trimestre (18,7 % après 18,8 % au premier trimestre 2025), puis baisserait fortement au second semestre 2025, atteignant 17,3 % en fin d'année, du fait du calendrier de l'impôt sur le revenu, prévu en nette hausse.

L'investissement des ménages en services, constitué des frais de notaires et d'agence, traverserait un trou d'air au second semestre (-4,0 % à l'été puis -2,0 % en fin d'année) avec l'entrée en vigueur des hausses de fiscalité sur les transactions, et dans un contexte où les intentions d'achats de logement fléchissent depuis le début de l'année. Leur investissement en construction (-0,2 % à l'été puis +0,0 % en fin d'année) pèserait de moins en moins sur la croissance, dans le sillage des permis de construire et mises en chantier de logements sur le passé. L'investissement des entreprises resterait à l'arrêt (-0,1 % par trimestre), tandis que l'investissement des administrations publiques en construction se retournerait du fait du « cycle électoral » : il commencerait à reculer en fin d'année (-0,9 % après +0,0 % au troisième trimestre) à l'approche des élections municipales de 2026. Le commerce extérieur soutiendrait de nouveau la croissance au second semestre (+0,3 point au troisième trimestre puis +0,2 point), en conséquence des livraisons aéronautiques et navales, avec pour contrepartie une contribution négative des variations de stocks (-0,3 point puis -0,1 point). Les exportations progresseraient de 0,9 % par trimestre, tandis que les importations marqueraient le pas à l'été (+0,1 %), dans le sillage des importations de biens manufacturés, puis repartiraient de l'avant en fin d'année (+0,4 %).

► 4. Variations trimestrielles d'activité économique par branche (valeur ajoutée) (variations trimestrielles en %)

Branche	Poids en %	2024				2025				2023	2024	2025
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Agriculture, sylviculture et pêche	1,6	-6,7	-4,7	-2,0	1,0	2,8	3,1	3,1	3,0	1,4	-14,8	6,0
Industrie	13,4	-0,5	0,3	0,6	-0,8	-0,5	-0,5	0,1	0,0	8,2	3,4	-1,0
Industrie manufacturière	11,2	0,6	-0,3	0,2	-0,6	0,6	-0,1	0,0	0,0	3,2	2,2	0,1
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	1,9	4,9	0,4	0,7	0,5	2,2	0,0			-8,1	6,8	
Cokéfaction et raffinage	0,1	59,7	27,4	11,2	10,8	75,9	-5,0			45,9	144,2	
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	1,5	-0,4	-0,6	0,0	0,0	-1,2	0,1			2,9	-1,3	
Fabrication de matériels de transport	1,7	-6,2	-2,1	-1,4	-0,3	0,9	0,6			16,6	-5,4	
Fabrication d'autres produits industriels	6,1	1,2	-0,2	0,3	-1,3	0,5	-0,3			3,1	2,8	
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	2,2	-6,0	2,1	1,7	-1,2	-4,1	-2,1	0,5	-0,1	38,6	7,1	-5,0
Construction	5,7	-0,9	-0,5	0,0	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,4	4,4	-0,8	-0,8
Services principalement marchands	57,5	0,5	0,3	0,6	-0,1	0,2	0,3	0,2	0,3	1,4	1,6	0,9
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	10,2	0,2	-0,4	-0,9	0,2	-0,4	0,2			-0,1	-0,1	
Transports et entreposage	4,4	1,0	0,0	0,4	0,4	-0,5	0,5			-3,0	0,5	
Activités financières et d'assurance	3,6	1,8	0,9	0,6	0,7	-0,3	0,4			-3,9	2,1	
Activités immobilières	14,0	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3			0,9	0,5	
Hébergement et restauration	2,4	1,8	1,6	0,9	0,5	-0,6	0,3			11,5	4,9	
Information et communication	5,5	0,6	0,2	1,9	0,0	1,3	0,5			5,2	3,2	
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	14,5	0,2	0,6	0,5	-0,2	0,5	0,1			2,4	2,7	
Autres activités de services	3,0	1,1	0,8	4,8	-3,7	0,3	0,0			4,5	3,6	
Services principalement non marchands	21,7	0,4	0,6	0,3	0,2	0,1	0,2	0,2	0,3	0,3	1,5	0,9
Valeur ajoutée totale	100,0	0,2	0,3	0,5	-0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	2,2	1,5	0,6

■ Prévisions.

Lecture : au premier trimestre 2025, la valeur ajoutée de la branche de fabrication des matériels de transport a augmenté de 0,9 %. Elle augmenterait de 0,6 % au deuxième trimestre 2025.

Source : Insee.

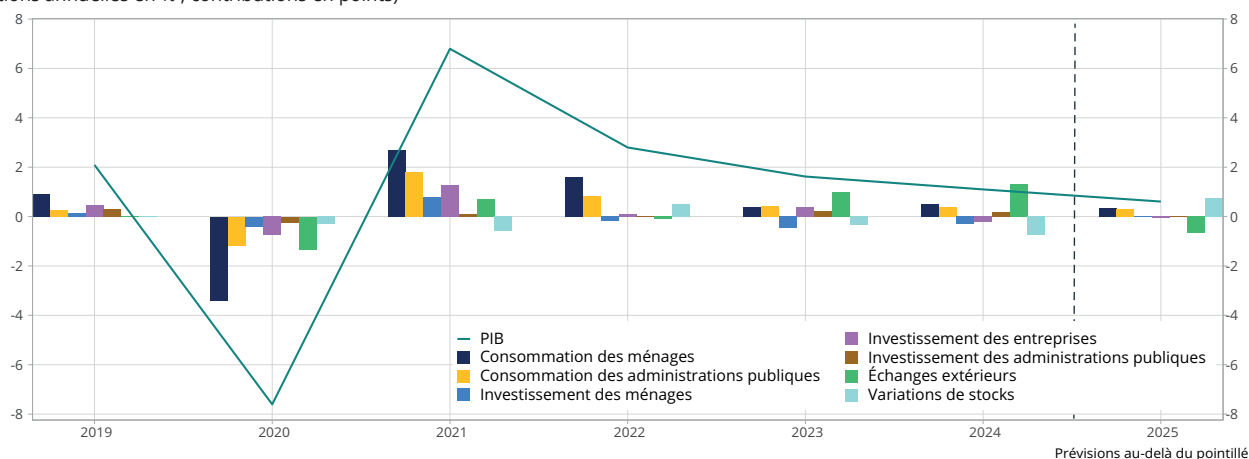
Conjoncture française

Au total, la croissance ralentirait à +0,6 % en moyenne annuelle en 2025, après +1,1 % en 2024 (► [figure 5](#)). La contribution de la demande intérieure freinerait légèrement (+0,5 point après +0,6 point). Ce ralentissement concernerait la consommation des ménages, ainsi que celle des administrations publiques. L'investissement continuerait de se dégrader, quoique moins fortement qu'en 2024 (-0,5 % après -1,3 %), en raison du moindre repli de l'investissement des ménages et des entreprises, tandis qu'à l'inverse l'investissement des administrations commencerait à flancher. Le commerce extérieur contribuerait très négativement à la croissance (-0,7 point en 2025, après +1,3 point) : d'une part, les exportations seraient atones (+0,2 %), malgré le net redémarrage de la demande adressée, matérialisant de nouvelles pertes de part de marché des industriels français, et d'autre part, les importations repartiraient (+2,1 %). Le principal soutien de l'activité proviendrait du cycle des stocks : après deux années de déstockage, les entreprises reconstitueraient un peu leurs inventaires (contribution des variations de stocks à la croissance de +0,8 point, après -0,8 point en 2024 et -0,3 en 2023).

La faiblesse de la croissance favoriserait une baisse des émissions de gaz à effet de serre : elles diminueraient de 1,3 %, soit un peu plus qu'en en 2024 (-0,9 %), quasi exclusivement du fait de la conjoncture dégradée des industries émettrices (chimie, métallurgie, fabrication de ciment, etc.). L'industrie manufacturière contribuerait ainsi pour 0,8 point à la baisse des émissions en 2025 (► [éclairage](#) sur les prévisions d'émissions de gaz à effet de serre). À l'inverse, les émissions des ménages seraient stables : la baisse des prix du pétrole stimulerait la demande, en particulier de carburants, et effacerait cette année les baisses tendanciellées d'émissions liées à la décarbonation du parc de chaudières et de véhicules. ●

► 5. Variations annuelles du PIB et contributions des principaux postes de la demande

(variations annuelles en % ; contributions en points)



Note : la consommation des administrations publiques comprend également la consommation des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).
Lecture : en 2024, le PIB a augmenté de 1,1 % ; la contribution des échanges extérieurs s'est élevée à +1,3 point.
Source : Insee.